



Cérémonie d'ouverture
Tours, 18 juillet 2005

Allocution de M. Jacques Vallin

Président de l'UIESP

M. Jacques Vallin
Directeur de recherches
Institut national d'études démographiques (INED)
133 Boulevard Davout
75980 Paris cedex 20
France

Merci Madame la Présidente,

Monsieur le Ministre, Monsieur le Commissaire européen, Monsieur le Maire, Monsieur le représentant du FNUAP, Monsieur le Président de l'Université François Rabelais, Monsieur le Président de l'Institut de recherche pour le développement, Madame la Directrice de la Division de la population des Nations unies, Monsieur le Directeur de l'Institut national d'études démographiques, Madame la Secrétaire générale de l'UIESP, chers collègues, chers amis, Mesdames, Messieurs,

Pour le président de l'UIESP, l'ouverture du Congrès international de la population est toujours un grand moment d'émotion, pour trois raisons majeures. La première est que ces congrès n'ont lieu que tous les quatre ans et constituent donc à chaque fois un événement très fort de la vie de l'Union et de celle de tous ses membres. La seconde est que, à chaque fois, pour le Président, c'est une première, puisque, élu pour un mandat de quatre ans non renouvelable, il ne vit jamais qu'une fois cet événement. La troisième, la plus forte, c'est qu'il se trouve entouré de tous ses pairs et ne se sent le droit d'en décevoir aucun. Belle illusion sans doute !

Je me joins évidemment aux remerciements exprimés par Catherine Rollet. Je voudrais d'abord dire à Monsieur Germain, Maire de Tours, ainsi qu'aux Présidents du Conseil général et du Conseil régional qu'il représente ici combien je suis heureux que notre congrès se tienne dans leur bonne ville de Tours, au bord de cette Loire majestueuse qui a bercé mon enfance, au cœur de cette magnifique région dont les châteaux, les jardins et le bon vin sauront sans nul doute enchanter tous les participants. Cela n'aurait évidemment pu se produire sans leur offre généreuse et leur soutien sans faille. Je voudrais aussi remercier le Gouvernement français, pour la double générosité dont il a fait preuve à l'égard de l'UIESP, d'abord en lui offrant depuis quatre ans l'hospitalité à Paris, puis en l'invitant à tenir son congrès de 2005 en France, avec chaque fois à la clé un support moral, matériel et financier inestimable, dispensé par les ministères de la Recherche, des Affaires étrangères et des Affaires sociales, sans oublier, bien sûr l'INED, dont le directeur, François Héran, a constamment accordé et à l'Union et à son Congrès de Tours, un soutien indéfectible. Je veux aussi remercier, bien sûr, à travers messieurs Spidla et Waki, respectivement, l'Union européenne et le Fonds des Nations unies pour la population qui sont aussi parmi les plus importants contributeurs au succès cette manifestation. Et au-delà, je pense, évidemment, à toutes les autres institutions et à toutes les bonnes volontés qui, notamment au sein du Comité national d'organisation, sous la houlette de sa présidente, Catherine Rollet (ici présente), et de sa coordinatrice, Véronique Hertrich (qui se cache quelque part dans la salle), ont apporté leur appui et œuvré sans compter, depuis des mois, à la qualité de ce formidable moment que nous allons vivre ensemble.

Bienvenue à tous, venus des quatre coins de la planète, plus nombreux que jamais pour un congrès de l'Union ! Bienvenue au Congrès de Tours !

Congrès de Tours ! Ces trois mots sont pour beaucoup de Français, et sans doute au-delà, lourdement chargés d'histoire, puisqu'ils évoquent la douloureuse déchirure qui en 1920 a coupé le mouvement socialiste français en deux et conditionné par la suite une grande part de l'évolution politique de notre pays. Je tiens à vous rassurer : il n'y a pas de scission en vue à l'UIESP. Mais, sans parler de déchirure, il est vrai que la communauté internationale des démographes et, tout particulièrement, l'UIESP, vit des moments difficiles. On le sait, le paysage démographique mondial a changé. Partout, la baisse de la fécondité est venue répondre à celle de la mortalité qui avait conduit aux accroissements de population sans précédent que vous savez. Bref, la grande peur de l'explosion démographique s'est évanouie, emportant avec elle l'euphorie des belles années où la recherche démographique et l'UIESP

bénéficiaient de toute l'attention des pouvoirs politiques et de financements importants. L'Union n'a pas vraiment eu le choix. Il lui a fallu faire son *aggiornamento*, apprendre, en quelque sorte, à devenir une société savante comme les autres, comptant au moins autant sur elle-même que sur la manne publique internationale. Mais est-ce à dire que les enjeux démographiques actuels et ceux de demain sont de moindre intérêt politique que ne l'était la peur, en grande partie irrationnelle, de l'explosion démographique ? Je ne le crois pas. La fin de la transition démographique n'est pas le long fleuve tranquille que nous promettait la théorie du même nom. Tout comme la Loire qui coule à nos pieds, elle suit un cours plein d'inattendus. Et, par voie de conséquence, les évolutions démographiques actuelles mettent en perspective d'importantes questions que nos sociétés sont loin d'avoir résolues.

La fin de la transition n'est pas un long fleuve tranquille

Les deux postulats de base sur lesquels reposait l'idée de transition d'un équilibre démographique ancien vers un équilibre nouveau, la convergence des espérances de vie vers une limite maximum infranchissable, d'une part, et, d'autre part, la stabilisation de la fécondité aux alentours de 2 enfants par femme ont été l'un comme l'autre démentis par les faits.

Il n'y a pas là que du mauvais. Ce fut plutôt une bonne nouvelle de constater, dès les années 1970 que, contrairement à une hypothèse presque universellement admise, l'espérance de vie continuait et continue toujours d'augmenter au-delà de limites considérées à chaque époque comme infranchissables, mais chaque fois dépassées : 75 ans dans les années 1980, 85 ans dans les années 1990, 100 ans aujourd'hui, selon les pessimistes... et combien demain ? Qui sait ?

Cependant, de beaucoup moins bonnes nouvelles ont assombri le décor quand on a constaté que ce qui était devenu possible dans les pays de l'ouest, réduire de manière décisive la mortalité cardio-vasculaire, restait inaccessible aux pays de l'Est qui, au contraire, se sont enfoncés dans une longue crise sanitaire dont tous ne parviennent pas encore à sortir aujourd'hui. Et ce fut pire encore, quand l'irruption du sida a tué l'espoir d'une éradication complète et définitive de la mortalité infectieuse, allant même jusqu'à faire reculer l'espérance de vie de 10, 15 ou 20 ans dans certains pays africains. Il nous faut admettre aujourd'hui deux choses inattendues hier : d'une part nous sommes capables, dans les meilleures situations, de régulièrement faire reculer les frontières du possible en matière d'allongement de la vie, mais, d'autre part, le bel espoir de convergence générale vers la meilleure espérance de vie n'a jamais été plus illusoire, puisque, à raison des contextes économiques, sociaux, politiques, culturels propres à nos diverses sociétés, toute innovation sanitaire entraîne d'abord une divergence en faveur de ceux qui sont les plus prêts à en tirer profit, et que lorsque les retardataires commencent à rattraper ces pionniers, de nouvelles avancées sur d'autres terrains ne tardent pas à creuser à nouveau les écarts. Et ce qui est vrai entre les différents pays du monde l'est également des classes sociales au sein d'un même pays.

Du côté de la fécondité aussi, les tendances diffèrent de celles qu'on attendait. Dans l'ensemble, la baisse a été, ces dernières années, plus rapide que prévu. Ce ne sont pas ceux qui craignaient l'explosion démographique qui s'en plaindront, mais une chute aussi rapide n'a pas que des avantages et, surtout, la baisse se poursuit sous nos yeux, bien au-delà de ce qu'on aurait imaginé il y a pas même 25 ans : 1,4 enfants par femme en Allemagne s'effrayait-on dans les années 1980, 1,2 en Italie et en Espagne quelques années plus tard,

moins de 1 aujourd'hui dans beaucoup de régions méditerranéennes ou orientales de l'Europe, et jusqu'en Extrême-Orient, 0,8 à Hong Kong, par exemple... cela peut-il s'arrêter ? Si la théorie de la transition démographique nous a permis de comprendre, sinon de mieux assumer, la phase d'accroissement exceptionnel de la population mondiale, la non-stabilisation des paramètres fondamentaux ruine l'avenir radieux qu'elle nous annonçait : il semble fort que ce que nous vivons aujourd'hui est beaucoup moins la fin de la transition démographique que la mort de la théorie qui l'expliquait.

Plus de théorie, plus de vision claire sur l'avenir. Fallait-il inventer la théorie de la seconde transition démographique comme ont tenté de le faire Dirk van de Kaa et Ron Lesthaeghe ? Sans doute. Je me demande tout de même s'il ne serait pas plus simple et plus vrai de revenir à ce qu'Adolphe Landry avait appelé non pas la *transition* mais la *révolution* démographique avant d'être revu et corrigé par Frank Notestein et quelques autres. Adolphe Landry n'a jamais émis l'idée que la fécondité se stabiliserait à 2 enfants par femme, bien au contraire il s'inquiétait du fait que la modernisation des comportements était susceptible de l'entraîner dans une baisse beaucoup plus profonde et cela motivait son souci premier d'alerter les pouvoirs publics sur les conséquences de cette évolution. Au fond de Landry à Landry, Notestein semble bien n'avoir été qu'une parenthèse, rassurante à court terme, mais porteuse d'illusions à plus long terme. Une parenthèse très utile pour comprendre les évolutions démographiques du Tiers-Monde mais une parenthèse qu'il nous faut aujourd'hui refermer. Hélas ! cela dit, nous n'en sommes pas moins démunis, car pas plus la théorie de la révolution démographique que celle de la seconde transition ne nous disent jusqu'à quand et jusqu'où la baisse de la fécondité peut aller.

En revanche, on peut s'efforcer de mesurer les conséquences.

Même si, intrinsèquement, une fécondité qui se maintiendrait durablement en dessous de 2 enfants par femme est insuffisante pour assurer le remplacement des générations, le recul de la population n'est pas forcément immédiatement au rendez-vous. D'une part, tant que l'espérance de vie continue d'augmenter, la mortalité peut rester inférieure à la natalité et préserver un certain équilibre, voire même un excédent naturel. Mais le prix à payer est évidemment une accélération du vieillissement de la population. D'autre part, une immigration nette positive peut compenser une balance naturelle négative. L'immigration peut même, dans un premier temps au moins, freiner le vieillissement démographique. Mais compter sur ces phénomènes compensatoires pour écarter durablement la menace de réduction de la population serait faire preuve de beaucoup de naïveté car il y a peu de chance que les réserves d'allongement de la vie soient inépuisables et encore moins celles de l'immigration... On peut aussi se dire que, sur une planète, que certains estiment surpeuplée, une réduction de la population ne serait peut-être pas une mauvaise nouvelle. Certes, mais n'oublions pas tout de même que tout comme la croissance rapide, une décroissance rapide poserait de graves problèmes d'adaptation économiques, sociales, politiques. Et puis, à moins de considérer que l'Univers n'a pas besoin de l'espèce humaine pour continuer à fonctionner, là encore, la recette n'est guère durable. Faut-il dès lors chercher à éviter la décroissance ? C'est une question éminemment politique. Mais peut-on l'éviter, c'est une question pleinement scientifique, sur laquelle les démographes auront de plus en plus à se pencher, conjointement avec leurs collègues d'autres disciplines.

De la fin d'un paradigme à la diversification des problématiques

Évolutions inattendues, mort du principal paradigme explicatif de notre discipline, on sent bien que les transformations actuelles de nos sociétés exigent des démographes qu'ils révisent leurs problématiques. Non seulement les questions classiques se posent dans un contexte très mouvant, mais surgissent aussi de toutes nouvelles questions. Je ne puis évidemment pas les évoquer toutes. Commençons par trois ou quatre questions anciennes qu'il faut, je crois, voir dans une perspective toute nouvelle.

Tout d'abord, les problèmes de la croissance rapide sont loin d'être partout résolus. Si le rythme de croissance de la population mondiale ne cesse de se ralentir depuis les années 1970 et arrive aujourd'hui au niveau très modéré de 1,2 % par an, un taux que, dans les années 1960, Alfred Sauvy aurait sans doute jugé tout juste suffisant pour assurer un certain dynamisme économique, il est encore supérieur à 2 % en Afrique sub-saharienne et même à 2,5 % en Afrique intertropicale, niveau que n'a jamais atteint la population mondiale au plus fort de l'explosion. Il est d'autant plus impératif de ne pas se désintéresser des problèmes qui en découlent que les pays concernés sont aussi ceux où les économies sont les plus fragiles et qu'ils se trouvent plus que jamais exposés aux risques de la mondialisation et du libéralisme économique international. Si les pays du nord, désormais soucieux de parer à la concurrence que leur font les pays émergents en oubliant l'aide au développement, ce qui, hélas, est assez nettement la tendance aujourd'hui, cela risque de tourner à la catastrophe pour les pays les plus pauvres.

Ne doit-on pas aussi, deuxième question lancinante, revoir sous cet angle le problème des migrations ? Que peut-on dire en effet d'un monde qui se réfère de plus en plus aux théories économiques classiques sur les échanges de biens et de service mais se refuse obstinément à, ne serait-ce que les évoquer, pour la circulation des personnes ? Peut-on aller vers la liberté totale d'acheter et de vendre n'importe quoi n'importe où, sauf sa force de travail ? Bien des enjeux démographiques, économiques et sociaux dépendent directement de la réponse éminemment politique donnée à cette question. On peut d'ailleurs s'interroger sur la frilosité particulière de l'Europe sur ce point. En faisant de l'étanchéité des frontières un enjeu politique et électoral majeur, ne joue-t-on pas à se faire peur ? On l'a bien vu, ni la chute du mur de Berlin, ni l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'est n'ont provoqué la déferlante qu'on nous annonçait. Imaginons l'entrée de la Turquie en Europe, y aurait-il une déferlante turque ? C'est peu probable : la migration est un acte difficile et, si les chances de développement existent sur place, peu se décident finalement à franchir le pas. Et, au fait ? Ouvrir les frontières avec le Maghreb serait-il si dramatique ? Au contraire, les pays riches qui le resteront ne sont-ils pas ceux qui, comme les États-Unis par exemple, entretiennent actuellement une politique d'immigration relativement soutenue ? Et ne doit-on pas se demander si, au rythme où va la baisse de la fécondité des pays du sud, ce ne seront pas bientôt les réservoirs d'émigrants qui vont se tarir.

Et que dire du rôle de la dynamique de la population dans l'équilibre écologique global de la planète ? On a souvent accusé les pays du Sud de le mettre gravement en péril par leur démographie non maîtrisée. C'est doublement faux. D'une part ces pays auront finalement maîtrisé leur croissance démographique plus vite que ceux du Nord. Mais, surtout, le petit milliard d'hommes qui vit dans les pays riches pollue beaucoup plus à lui seul que les cinq milliards des pays pauvres. En revanche, ce qui est vrai, c'est qu'un développement économique du Sud calqué sur le modèle nord-américain tournerait vite à la catastrophe. En particulier, la remontée du niveau des océans ne tarderait pas à engloutir des pays très peuplés

comme le Bangladesh. Il faut non seulement aider au développement, mais aussi trouver des voies plus respectueuses de l'environnement.

Enfin quatrième question non moins lancinante : jusqu'où peut aller le vieillissement démographique et avec quelles conséquences ? Qu'une population vieillisse au sens démographique du terme est plutôt une bonne nouvelle, si le vieillissement vient de la baisse de la mortalité ! Cela veut tout simplement dire que plus de gens vivent plus longtemps et que l'homme a enfin pu réaliser un de ses rêves les plus anciens. Dans le modèle stationnaire qu'était celui de la fin de la transition, cette nouvelle donne réclamait certes déjà une profonde réadaptation de nos sociétés, imposée par une pyramide d'âges où, en gros la proportion de plus de 65 ans ferait jeu égal avec celle des moins de 20 ans, mais c'était tout à fait jouable. Cependant, l'affaire se corse terriblement quand la fécondité baisse profondément et durablement au-dessous de 2 enfants par femme, car le jour où les générations creuses arriveront en âge d'activité alors que leurs aînées beaucoup plus nombreuses passeront à celui de la retraite, les systèmes de prévoyance, quels qu'ils soient, risquent fort de faillir à leur objectif. Une simple réadaptation ne suffira pas ; il faudra révolutionner nos modes de vie.

Mais à côté de ces questions anciennes et d'ordre essentiellement démo-économiques qu'il nous faut voir sous un jour nouveau, les démographes se trouvent aussi interpellés par des questions de société toutes nouvelles.

Il y a peu encore, la démographie était chose relativement simple : nuptialité, fécondité mortalité pouvaient varier dans le temps ou dans l'espace avec la culture, l'économie, la politique, ces phénomènes reposaient toutefois sur des principes fondamentaux, quasi immuables. Hommes et femmes ont chacun leur rôle, bien distinct, dans la société et notamment en matière de reproduction, le mariage fonde la famille, une grossesse de neuf mois précède une naissance, et dans 105 cas contre 100 il s'agit d'un garçon, la vieillesse conduit progressivement à la mort, à moins que ce ne soit la maladie ou l'accident qui ne la provoque prématurément. Rien de tout cela n'est plus tout à fait vrai.

Et, tout d'abord, le sexe jadis porteur de rôles sociaux bien déterminés, est de plus en plus réduit à sa fonction biologique, s'effaçant devant une nouvelle réalité, née de la revendication des femmes à l'égalité des droits mais qui va bien au-delà en projetant désormais au-devant de la scène l'importance des relations de genre. Et c'est sans doute le facteur premier de la plupart des autres bouleversements.

Le couple et la famille ne sont évidemment plus ce qu'ils étaient. Le mariage n'est plus le seul mode de mise en couple (s'il l'a jamais été) et la diversité des nouveaux couples est extrême. À côté des mariages civils et religieux, qui perdurent, toutes sortes de formes de cohabitations se sont mises en place et l'on a même vu se développer des couples non cohabitants, des couples « *vivant ensemble séparément* » comme l'a si bien écrit Catherine Villeneuve-Gokalp, sans oublier les couples homosexuels qui, cheminant en sens inverse des couples hétérosexuels, aspirent de plus en plus à une reconnaissance de leurs unions au même titre que ces derniers, jusqu'à réclamer (et obtenir déjà dans quelques pays) le droit au mariage officiel... la boucle est bouclée. Non seulement le démographe doit jongler avec la diversité de cette réalité mouvante pour s'efforcer de la décrire le mieux possible, mais il doit s'interroger sur l'influence qu'elle exerce sur la dynamique de la population : est-elle ou n'est-elle pas la cause de la faible fécondité ? Et puis, il y a le divorce, de droit ou de fait, dont l'incidence est elle-même en pleine évolution, mais aussi, de plus en plus, toutes sortes de familles recomposées. Ces dernières favorisent-elle ou freinent-elle la fécondité ? La réponse n'est pas évidente. Sans compter que les homosexuels eux-mêmes revendiquent de plus en plus le droit à la parentalité en tant que tels. Le rôle du démographe n'est certes pas de porter

un jugement moral, ni même politique, sur ces évolutions mais il ne peut échapper à la tâche, de plus en plus complexe, d'en comprendre les ressorts et d'en estimer les conséquences.

D'ailleurs, l'évolution des mœurs est loin d'être le seul facteur perturbateur de sa tranquillité. Celle des techniques l'est tout autant. La mise au point de moyens de diagnostic prénatal simples et pas trop coûteux, a, on le sait, conduit dans certains contextes à une brusque évolution du seul paramètre démographique qui semblait jusqu'alors immuable : le rapport de masculinité à la naissance. Nous allons avoir tout un débat en séance plénière la-dessus. Mais la grossesse n'est-elle pas aujourd'hui l'enjeu d'évolutions encore plus fondamentales ? De plus en plus, la procréation assistée passe par l'éprouvette et celle-ci remplace déjà l'utérus maternel pour des durées de plus en plus longues. Un utérus que l'on peut par ailleurs, grâce au perfectionnement de la mise en couveuse, quitter de plus en plus tôt sans perdre toute chance de survie. Sautera-t-on un jour directement de l'éprouvette à la couveuse pour obtenir des naissances sans grossesse ?

Et ce qui se passe à la fin de la vie n'est peut-être pas moins étrange, quand on y pense : plus la biologie et la médecine (mais aussi les conditions et les modes de vie) progressent, plus la fin est lointaine mais plus aussi l'idée même d'une lente dégradation de l'organisme conduisant à la mort est intolérable et le droit à mourir dans la dignité devient une aspiration majeure. Ne sommes-nous pas déjà en train d'attendre de nos médecins qu'ils nous permettent de vivre jusqu'à 100 ou 120 ans en parfaite santé et de nos députés qu'ils nous autorisent à aller, l'heure venue, au devant de la mort ?

Bref, les démographes, qui ont déjà largement pris pied dans le *Premier siècle après Béatrice* d'Amin Maalouf, devront-ils bientôt se trouver coincés entre le *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley et le *Soleil vert* de Richard Fleischer ?

Nous n'en sommes évidemment pas encore là mais ce qui est sûr c'est que nous devons de plus en plus faire face à des problématiques nouvelles et diversifiées, qui se situeront sans doute toujours, pour le meilleur et pour le pire, à la frontière entre la science et la politique.